

Burundi : vers une exploitation industrielle moderne des minerais

Arrib News, 11/02/2013 – Source Xinhua – par des activités artisanales jugées « très petites », notamment en rapport avec l'exploitation artisanale, le secteur minier burundais est en train de subir des réformes profondes dans l'objectif de rationaliser l'exploitation industrielle moderne, a indiqué le ministre burundais de l'Energie et des Mines, Côme Manirakiza, lors d'une récente interview. Cette nouvelle orientation gouvernementale consiste à regrouper et à former les petits artisans pour en faire des ouvriers qualifiés, pour que le pays puisse développer ses minerais en faisant rentrer des devises, a-t-il dit.

« Pour pouvoir faire une exploitation moderne des minerais au Burundi, il faut au préalable disposer de l'énergie en quantité suffisante », a-t-il souligné. Pour remédier à cette situation, le gouvernement burundais est à pied d'œuvre pour augmenter la quantité énergétique afin que les potentiels investisseurs désireux de faire une exploitation moderne des minerais et dont certains sont occupés actuellement par des travaux exploratoires, puissent être servis en énergie au cours des prochaines années pour le montage des raffineries et des industries. Le sous-sol burundais est riche en minerais et la carte minière nationale notamment le nickel comme gisement le plus important présent sur les territoires des provinces Rutana, Karuzi et Cankuzo, l'or dans les régions de l'ouest (Bubanza et Cibitoke) et du nord (Muyinga et Kirundo), le coltan dans les provinces nordiques de Ngozi et Kayanza, ainsi que la cassitérite et les terres rares dans la province de Bujumbura-rural. Le ministre Manirakiza a précisé que les terres rares déjà représentées « feraient partie des terres rares de première qualité qui puissent exister à travers le monde ». Le gisement minier burundais comprendrait également des pierres précieuses et le wolframite, exploités sous forme artisanale, qui génèrent des revenus au niveau des ménages et alimentent les recettes du budget national via des taxes payées sur exportation. Selon M. Manirakiza, le Burundi est incapable de fournir pour le moment une évaluation chiffrée du gisement burundais et cherche des partenaires pour une évaluation quantitative du gisement minier national. « Notre politique aujourd'hui, c'est de pouvoir identifier les minerais, connaître exactement la quantité, mais aussi la localisation exacte pour disposer d'une carte minière mise à jour », a-t-il affirmé.

UN DOMAINE PARSEME DE QUELQUES EPINES Selon le ministre Manirakiza, le domaine des mines du Burundi est parsemé de quelques épines au cours du processus d'exploitation, dont le déficit énergétique, la gestion à cause de l'exploitation artisanale. Il est extrêmement difficile de maîtriser par exemple la population faisant de l'exploitation artisanale au niveau des localités nordiques des provinces de Kirundo et Muyinga, limitrophes du district rwandais de Butare, pour ne pas vendre les minerais à l'extérieur du pays. « Il y a beaucoup de pertes que nous encaissons suite aux difficultés liées à la gestion de tout ce monde qui s'adonne à l'exploitation artisanale », a-t-il martelé. La troisième épine est relative à la quantité effective de minerais vendus par le Burundi à l'extérieur, surtout en matière de coltan et de l'or. « Bon nombre de partenaires, notamment les Nations Unies, ont tendance à dire que l'or qui provient du Burundi, passe en réalité par le Burundi, mais en provenance de la RDC », a indiqué le ministre burundais. Une telle perception laisse accrédiéter la thèse selon laquelle le Burundi ne disposerait pas de minerais dont l'or et le coltan, a-t-il commenté. Le rapatriement des devises issus de l'exportation des minerais constitue une autre épine, car les exploitants miniers s'adonnent à des tricheries quand ils rentrent l'argent issu des ventes, certains délinquants se livrent à des transactions clandestines suspectes, pour ne pas payer les taxes. Le gouvernement envisage ainsi mettre en place, en 2013, des stratégies visant notamment à débuser les fraudeurs en attaquant frontalement toutes les manœuvres spéculatives, a affirmé M. Manirakiza.